

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 36 (1999)
Heft: 1381

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'Université au cœur de la cité

L'ENTREPRISE NE MANQUE ni d'ambition ni d'originalité. Alors que le Conseil fédéral vient d'envoyer au Parlement son message sur l'encouragement de la formation, de la recherche et de la technologie (DP 1368, «Un vent frais et revigorant nous arrive de Berne»), le secrétaire d'État Charles Kleiber publie un texte décapant, *Pour l'Université*, qui s'inscrit en soutien et en prolongement de la politique fédérale. Au très officiel message et à son ton convenu s'ajoute donc une réflexion plus libre, un «essai d'anticipation» comme le qualifie son auteur, pour lancer le débat et même susciter la contestation. Le haut fonctionnaire, avec la bénédiction de ses magistrats de tutelle, se libère du carcan hiérarchique pour penser la formation supérieure.

Cette démarche inhabituelle se justifie par l'importance de l'enjeu. La formation supérieure fut longtemps le privilège d'un petit nombre; elle est aujourd'hui une exigence pour la société tout entière, puisque cette dernière se construit d'abord sur le savoir. C'est pourquoi l'Université doit retrouver une place centrale au sein de la cité, se réinventer.

La tâche est ardue. Car si l'Université peut se prévaloir d'un riche héritage, elle souffre de nombreux dysfonctionnements: monde cloisonné, constitué de citadelles jalouses de leur indépendance; navire

sans pilote, lent à se mouvoir et où cohabitent aussi bien l'excellence que la médiocrité. Le diagnostic de Kleiber est sévère mais difficilement contestable.

Le projet esquissé par le secrétaire d'État séduit. D'abord parce qu'il ne propose pas un plan tiré au cordeau qu'il suffirait d'appliquer, mais une construction à entreprendre. Même si le langage peut parfois surprendre, l'entreprise n'a rien de technocratique. La concurrence prônée n'ouvre pas la voie à la compétition débridée, car elle reste au service d'objectifs politiques. La coopération, qui la complète, permet d'éviter le

piège des fusions appauvrissantes et réductrices. L'évaluation des performances oblige les acteurs à débattre des missions et des valeurs de l'Université.

Les oppositions seront multiples

et farouches car le projet bouscule les hiérarchies et les situations acquises. Et l'enlisement guette ce projet bâti sur des équilibres subtils. Comment concilier liberté et responsabilité, autonomie et coopération, dynamisme de l'institution et sécurité nécessaire à l'activité de recherche? Pour mener à bien ce processus de modernisation de l'Université, il faudra à la fois patience et ténacité pour vaincre les résistances et convaincre.

Si l'entreprise échoue, ce sera aussi l'échec du fédéralisme et la voie ouverte à une Université fédérale.

JD

*Le haut fonctionnaire
se libère du carcan
hiérarchique pour
penser la formation
supérieure*